

# Du téléphone portable

Elles sont rares aujourd'hui les personnes qui n'ont pas de téléphone portable. En moyenne, elles en changent juste pour le plaisir de varier. Oui mais... Si nous examinons l'autre côté de cette chaîne de consommation ?

**S**ymbole de notre ère moderne et de globalisation, de la communication facile et des contacts instantanés, difficile de vivre sans GSM aujourd'hui. Mais quels sont les effets secondaires ? Les démonter permet en effet de comprendre les enjeux mondiaux autour des minerais et de leur exploitation.

Centrons-nous sur l'un des composants des GSM : le coltan. On le trouve dans les lits des rivières, les dépôts d'alluvions et les roches tendres. Une fois raffiné, le coltan devient du tantale, un minerai dense (deux fois plus que l'acier), excellent conducteur d'électricité, facilement malléable et très résistant à la corrosion et à la chaleur. On l'utilise aujourd'hui pour la fabrication d'un grand nombre de composants électroniques, présents tant dans des produits dits de consommation habituelle (GSM, caméra, vidéo, ordinateur, etc.) que dans des produits hautement spécialisés (missiles, réacteurs d'avion, satellites, etc.). Bien qu'actuellement seuls 5 à 10% de la production mondiale viendraient (officiellement) de la République Démocratique du Congo (RDC) - dans l'est, les provinces du Kivu - l'Afrique posséderait plus de 60% des réserves mondiales.

## Le paradoxe de l'abondance

Il existe en RDC un code minier qui tente de régulariser les pratiques extractives, mais ce secteur est encore et toujours aujourd'hui largement informel. On estime que 6 millions de Congolais sont concernés par l'activité minière artisanale<sup>1</sup>, soit 15% de la population du pays, la plus grande activité économique après l'agriculture ! Or la demande mondiale est en constante augmentation.

Une demande en expansion, des cours élevés, des ressources en quantité... Riches alors, les Congolais ? Il serait en effet logique que les ressources minières représentent une source de développement à la fois économique et social pour les pays qui en disposent. Force est pourtant de constater que, paradoxalement, ce sont souvent eux qui

se situent parmi les plus pauvres du monde<sup>2</sup>. Au lieu de profiter du bénéfice de leur exploitation, les populations vivant aux alentours des gisements d'or, de coltan ou de pétrole subissent les multiples impacts négatifs qui en découlent : pollutions environnementales, menaces sur la santé et conditions de travail désastreuses, sécurité et souveraineté alimentaires mises en danger, corruption, fraude et évasion fiscale, etc.<sup>3</sup>

Concernant les pollutions environnementales par exemple, l'extraction minière est extrêmement polluante, essentiellement parce qu'elle nécessite l'utilisation de métaux lourds. Malgré les précautions prises par les entreprises minières pour éviter que les eaux usées contaminées ne se répandent dans la nature, les fuites sont inévitables et il arrive fréquemment qu'elles polluent les sols et les cours d'eau environnants. Et ces destructions environnementales sont plus importantes dans les pays du Sud où les réglementations visant à protéger l'environnement sont laxistes et/ou mal appliquées.

## Conflits armés

En RDC, l'une des plus terribles conséquences de l'exploitation du coltan est sans doute la constante alimentation des conflits armés, touchant surtout l'Est du pays, précisément les Kivus. Le désastre humanitaire en cours a déjà fait des millions de morts et de déplacés et de nombreux rapports continuent d'établir les liens avec le commerce international du coltan<sup>4</sup>. Il s'agit en effet d'une activité extrêmement lucrative et ce, pour les différents maillons de la chaîne, sauf pour les creuseurs : les négociants des villages puis des provinces, les comptoirs d'achat qui exportent via des courtiers internationaux, les entreprises qui transforment et commercialisent, les « collecteurs de taxes » (militaires et groupes armés), le gouvernement... ! Chaque maillon se nourrit de l'instabilité du pays et de la faiblesse de l'appareil d'Etat qui ne parvient pas à instaurer un contrôle sur les activités des différents acteurs de l'exploitation.

## Projet d'école : contrôle des GSM

Bonne humeur et mauvaise mine à l'Institut des Dames de Marie, à Bruxelles. Les élèves se sont penchés sur leurs téléphones mobiles...



**C**ontrôle des armes à l'Institut des Dames de Marie, à Woluwe-Saint-Lambert. Un portique est installé dans le couloir de l'école. Mode aéroport. Des élèves genre « Men in Black » montent la garde. Un jeune passe. Tûûût, l'alarme sonne. « Vous avez quelque chose de métallique, une arme ? ». Un GSM. « Vous n'avez pas le droit, suivez-nous ! » Le garçon s'exécute, il sait que les GSM sont interdits à l'école. « Bon, on ne dira rien si en contrepartie vous participez à une activité pour comprendre d'où vient ce GSM et le coltan utilisé dans sa fabrication ». Sur une table, des cartes sont disposées. Sur chaque carte une photo symbolise l'une des étapes du trajet du coltan. Le jeune contrevenant doit les remettre dans l'ordre. Les élèves de l'EcoTeam, de la 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>e</sup> secondaire, expliquent de A à Z comment le GSM est arrivé dans sa poche, les guerres pour le coltan, les conséquences sur l'agriculture et les familles congolaises, les transactions illégales, l'effet sur l'environnement... « D'accord, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? ». Ensemble, ils imaginent des pistes d'action : acheter un GSM moins souvent, lui offrir une seconde vie, se renseigner lors de l'achat, soutenir les associations qui interpellent le politique

# à la mine

même tous les 18 mois, pour être à la mode ou

## Que faire ?

Difficile de trouver une solution simple à ce problème multiforme. De nombreuses pistes existent pour encadrer le travail des entreprises sur le terrain, améliorer la traçabilité des minerais, accompagner les efforts de bonne gouvernance des Etats, etc.

Toutefois, puisque le consommateur final est indéniablement l'un des acteurs importants de la chaîne, nous disposons là, nous, citoyens, d'un levier non négligeable. Si le but ne doit en aucun cas être une culpabilisation des utilisateurs/consommateurs que nous sommes, insister sur le droit à l'information et au choix responsable peut constituer une piste de travail pour les éducateurs de tous poils. Questionner, chercher des solutions de consommation plus durables, et... se re-poser la question de leur utilisation première : téléphoner, entretenir le lien. A quel prix ?

Laure MALCHAIR, Commission Justice et Paix



©Frédéric Triest

## Formations

Justice et Paix propose aux enseignants des formations sur l'exploitation des ressources minières dans les pays du Sud. Chaque formation alterne, sur un ou deux jours, des modules consacrés à un apport de contenu et d'autres axés sur des pistes d'exploitation pédagogique. Les participants y testent différents outils (voir *outils p.18*). Ensemble, ils font les liens avec les programmes de géographie, d'histoire et de sciences humaines. Ils échangent leurs idées, expériences et construisent des pistes directement applicables en classe.

<sup>1</sup> On ne parle évidemment pas ici que du coltan. La RDC détient également 50% des réserves mondiales de cobalt, 10% du cuivre, 80% du diamant, un important potentiel en ce qui concerne l'or, l'uranium, le manganèse, l'étain, les bois précieux...

<sup>2</sup> L'indicateur de développement humain (IDH), prenant en compte le bien-être individuel ou collectif, est éclairant à ce sujet. Sur 187 pays, les Philippines se classent 112e, le Guatemala, 131e, le Ghana, 135e, la Sierra Leone, 180e et la RDC est dernière (187e/187).

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur ces conséquences en RDC, voir les fiches pédagogiques de Justice et Paix « Les ressources minières : richesse ou malédiction ? Le cas de la République Démocratique du Congo », 2012

<sup>4</sup> Voir par exemple le Rapport final du Groupe d'Experts des Nations Unies sur la République Démocratique du Congo (15 novembre 2012), S/2012/843 – disponible sur internet

et les entreprises... Dans le couloir, un prof passe le portique. Tûût.  
« Suivez-nous ! »

## Dans toute l'école

« Chaque année, on essaie d'avoir un fil rouge, explique Anne-Catherine Calonne, prof de langue en 5-6<sup>e</sup> et coordinatrice de l'EcoTeam de l'école. Cette année, on a voulu que ce soit l'impact de notre consommation sur les pays du Sud, car les rhétos parlaient au Sénégal. On en a fait un véritable projet d'école. Cette animation sur les conflits liés à l'exploitation des ressources et des minerais s'inscrit dans ce cadre. Par ailleurs, on a organisé beaucoup d'autres activités, mais davantage autour de la pêche, plus proche de la réalité sénégalaise. Mais les questions sont exactement les mêmes : un modèle mondialisé où on extrait les ressources de façon outrancière en Afrique, avant de les transformer en Asie et de les vendre chez nous. »

Pour les élèves, il ne s'agissait pas seulement d'un jeu, l'implication était importante, jusque dans le cours de madame Calonne : « Un groupe d'élèves a même choisi le thème du coltan pour sa présentation en néerlandais, et ce n'est pas le plus facile ».

## L'appui de la Commission Justice et Paix

Pour mener à bien ce projet, l'Institut des Dames de Marie a bénéficié

de l'accompagnement de la Commission Justice et Paix (CJP). « Pour ce projet, on s'est assis et on a construit ensemble, en complémentarité. Les profs ont le cadre et la mission éducative, nous on a des outils (voir outils p.18) et des contacts, explique Laure Malchair, chargée des questions pédagogiques et Afrique centrale à CJP. Chacun a été respectueux de comment l'autre travaillait, ça s'inscrivait dans un projet d'école porté par un groupe d'enseignants, la direction était soutenante et il y avait beaucoup d'enthousiasme ». Cet appui était nécessaire car ces matières sont complexes et renvoient à de nombreuses questions, pour lesquelles on peut se sentir perdu. « Les enseignants peuvent aussi renvoyer la balle aux élèves et leur demander de chercher les réponses. D'autant que ce sont des sujets qui leur tiennent à cœur, qui touchent à nos modes de consommation et à un objet qui leur semble incontournable, continue Laure Malchair. L'objectif est que les jeunes se questionnent, pas qu'ils jettent leur GSM à la fin. Qu'ils imaginent des pistes d'action à leur niveau, mais aussi au niveau de l'école (EcoTeam, séance d'impro, expo...), puis de la société. En fonction de leurs contraintes. L'important est de lutter contre le sentiment d'impuissance ».

Christophe DUBOIS

Contacts :

Commission Justice et Paix - 02 738 08 01 - [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)  
Institut des Dames de Marie - 02 743 27 90 - [www.ddm-vergote.be](http://www.ddm-vergote.be)